

Chapitre 9 : La répartition de la valeur ajoutée et la redistribution

Dans ce chapitre vous allez :

- Étudier comment la valeur ajoutée est répartie entre les différents agents économiques
- Prendre conscience des principaux facteurs d'inégalités
- Apprendre les notions de redistribution verticale et horizontale
- Différencier entre impôt direct et indirect
- Réaliser que les effets sociaux de la redistribution sont multiples et comprendre que les effets économiques restent controversés

Mots-clefs :

- Inégalités
- Redistribution verticale / redistribution horizontale
- Impôts directs / impôts indirects
- Revenu Minimal Garanti (RMG)
- Égalité des chances

Introduction

Le père de Max lui montre sa fiche de salaire. Le salaire brut, les cotisations sociales, les impôts et le salaire net y sont marqués. Max est abasourdi :

« Quoi ? Une telle différence entre le salaire brut et le salaire net? »

« Et oui mon fils. Mais une partie de cette somme sera versée à des plus pauvres qui en ont plus besoin que nous. »

« Ils n'ont qu'à travailler plus. »

« Attention mon fils ! Tu reproches à ton patron qu'il t'exploite et que tu ne gagnes pas assez et, en même temps, tu critiques ceux qui gagnent moins que nous. »

« C'est vrai. Ce n'est pas très logique. Mais pourquoi tant de cotisations sociales ? Tu n'es jamais malade ! »

« Mais il faut être solidaire avec les malades. Et comme tu vas encore à l'école, tu es également assuré par ma caisse de maladie. Rappelle-toi ton opération du pied ! La caisse de maladie nous a remboursés. Et il faut bien que je cotise aussi pour ma retraite. »

Décompte salarial

Salaire brut	2'300
- Assurance maladie	64.40
- Assurance pension	184
= Salaire imposable	2051.60
- Impôts sur les salaires	13
- Assurance dépendance	26.70
= Salaire net	2011.90

Décompte patronal

Assurance maladie	64.40
+ Assurance pension	184
+ Assurance accidents	44.85
+ Santé au travail	2.53
= Total	295.78

1. La répartition de la valeur ajoutée

Rappel : La valeur ajoutée représente la richesse créée par l'entreprise. Pour connaître la valeur ajoutée d'une entreprise, il suffit de calculer la différence entre la production et les consommations intermédiaires. Le PIB est la somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises sur un territoire.

1.1 Le partage de la valeur ajoutée

La richesse créée est répartie entre les agents économiques :

- Les salariés ont droit à leur salaire. Il s'agit de la rémunération du travail. Le salaire brut se compose du salaire net, des impôts et des charges sociales salariales. Ces charges sociales comprennent les cotisations pour la caisse de maladie, la caisse de pension et l'assurance dépendance.

- L'entreprise garde une partie des profits pour permettre son autofinancement et verse les profits distribués aux associés. Dans une société anonyme, les associés sont appelés actionnaires et les profits distribués sont les dividendes. Il s'agit d'une rémunération du capital. Les revenus du capital sont également imposables.
- La banque a droit aux intérêts dus (seulement en cas de remboursement d'un prêt). Les banques doivent évidemment aussi payer des impôts sur leur profit.
- L'Etat réclame une partie de la valeur ajoutée sous forme d'impôt sur le profit de l'entreprise. De plus, les entreprises doivent payer certaines taxes et elles se partagent le coût des charges sociales avec les salariés. (Les charges sociales patronales sont payées par l'entreprise et les charges sociales salariales par les salariés). Les recettes de l'imposition des banques et des ménages, qui sont liées à la valeur ajoutée créée en entreprise, reviennent évidemment aussi à l'Etat.

Le partage de la valeur ajoutée est schématisé de la manière suivante :

Répartition de la valeur ajoutée				
Salaires pour les salariés	Profits non distribués pour l'entreprise	Profits distribués pour les associés	Intérêts versés à la banque	Recettes pour l'Etat

1.2 Les inégalités sociales

Malgré l'engagement des syndicats, les inégalités dans le monde du travail persistent. Elles s'expliquent par de nombreux facteurs :

- Le sexe. Les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes. Le principe « travail égal, salaire égal » n'est pas toujours appliqué.
- L'âge. Malgré des niveaux de productivité souvent identiques, les salariés plus jeunes gagnent en moyenne moins que leurs homologues plus âgés. En

effet, cette différence de salaire semble seulement justifiée lorsque le salarié est encore en période d'apprentissage, période à très faible productivité.

- La politique salariale des entreprises. Certaines entreprises versent des rémunérations trop élevées à leurs dirigeants, surtout quand les résultats de l'entreprise ne sont pas satisfaisants. Le terme de parachute doré est utilisé lorsque l'entreprise paie une indemnité de départ importante à un des dirigeants. Ces indemnités s'élèvent parfois à quelques années de salaire et semblent inappropriées. Un exemple frappant constitue la prime de départ de Noël Forgeard. Lorsque le manager quitte EADS (European Aeronautic Defence and Space), une somme d'environ 8.5 millions d'euros lui est versée.²⁰
- Le risque du chômage. Certains salariés sont exposés à un risque de chômage plus élevé que d'autres. L'entrée au chômage ne signifie pas seulement une baisse du revenu. Le chômage diminue aussi la probabilité de trouver un nouvel emploi. Ainsi, les personnes sans emploi connaissent souvent des difficultés de sortir de cette situation précaire.

A côté du monde du travail, d'autres inégalités creusent encore le fossé entre le niveau de vie des ménages riches et pauvres :

- Le niveau du patrimoine. Certains ménages disposent d'un patrimoine plus important que d'autres. Ces ménages peuvent par exemple acheter des maisons ou des appartements afin de les louer à des ménages moins riches. Ainsi, le fossé entre riches et pauvres se creuse davantage. Le patrimoine est surtout déterminé par l'héritage.
- Le niveau d'éducation. Même si l'éducation est gratuite et accessible à tous, les élèves provenant d'un milieu social moins favorisé rencontrent plus de difficultés à l'école que leurs camarades de classe provenant d'un milieu social plus aisé. Le taux de réussite scolaire est donc en fonction de l'origine sociale ce qui crée des inégalités dans les domaines financier et social.

²⁰ www.lexpress.fr/info/quotidien/rss.asp?id=11558 , 5/2007

2. La redistribution

Compte tenu de toutes les inégalités existantes, l'intervention de l'Etat est nécessaire afin d'aider les plus démunis pour éviter une société trop inégalitaire et maintenir la cohésion sociale. L'Etat organise donc des transferts d'argent entre les différents ménages. Les économistes parlent alors de la fonction de redistribution des revenus de l'Etat.

2.1 Les principes de la redistribution

La redistribution se base sur deux piliers :

- La redistribution verticale. Il s'agit de la redistribution entre les différentes catégories sociales. Le système d'impôts permet de verser une partie des revenus des plus favorisés aux moins favorisés. En effet, comme les ménages riches gagnent et consomment plus que les ménages pauvres, leur contribution parmi les recettes de l'Etat est aussi plus importante. Ces recettes sont en partie versées aux ménages pauvres.

L'impôt progressif, à taux d'impôt croissant par tranche de revenu, accentue encore davantage le système de redistribution verticale.

Réflexion :

Impôts directs ou indirects ?

Comme le nom l'indique déjà, les impôts directs frappent directement le revenu. Exemple : L'impôt sur les personnes physiques. Cet impôt est progressif. L'impôt indirect n'est pas directement perçu sur le revenu. Exemple : L'impôt sur la consommation, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cet impôt est à taux fixe, en règle générale 15%.

Malgré le fait que le premier est un impôt progressif et le deuxième un impôt à taux fixe, les deux constituent de bons outils pour permettre la redistribution. Comme les riches consomment en général plus que les pauvres, même un taux fixe permet de collecter plus d'argent des ménages aisés que des ménages moins aisés. Cependant, les économistes restent divisés sur le point suivant : Faut-il imposer davantage le revenu ou davantage la consommation ?

L'impôt sur le revenu a comme avantage que le taux progressif permet de taxer plus lourdement les ménages à revenu élevé. Néanmoins, cet impôt direct n'incite pas les ménages à épargner.

Comme l'impôt sur la consommation est à taux fixe, les ménages moins favorisés sont taxés au même taux que les ménages plus favorisés. Néanmoins, la différenciation des biens et services selon leur nécessité permet de diminuer la TVA sur les biens et services de première nécessité. Ainsi, le taux de TVA sur les aliments est moins élevé (3%) que sur les vêtements (15%). L'avantage de l'impôt sur la consommation est l'incitation à l'épargne.

- La redistribution horizontale. Il s'agit de la redistribution à l'intérieur d'une même catégorie sociale. Elle n'a donc pas d'objectif égalitaire mais veut promouvoir la solidarité des membres d'une classe sociale en couvrant certains risques. La caisse de maladie et la caisse de pension sont les deux éléments les plus connus de ce type de redistribution. Ces assurances sociales protègent les salariés contre les aléas et les risques de la vie (maladie, accident, etc.) et imposent aussi le financement des pensions.

Réflexion :

*Le financement de la redistribution horizontale et le rôle de la TVA :
De nombreux économistes sont d'avis que les assurances sociales devraient être financées par la TVA et non pas par les cotisations salariales et patronales.*

Le raisonnement est le suivant : le coût du travail serait trop élevé à cause des cotisations sociales. Ainsi, les entreprises luxembourgeoises ne pourraient pas rivaliser avec d'autres entreprises situées dans des pays où la main d'œuvre est beaucoup moins chère et la redistribution horizontale inexistante. Les conséquences seraient désastreuses pour notre pays : délocalisations d'entreprises, augmentation du chômage, etc.

Si les responsables installaient le principe de la « TVA sociale », nom inventé par des politiciens français, la TVA sur l'achat d'un produit étranger, par exemple un

pneu importé de la Chine, contribuerait de la même façon au financement des assurances sociales luxembourgeoises que la TVA sur l'achat d'un produit luxembourgeois, par exemple un pneu produit au Luxembourg. Ainsi, les cotisations salariales et patronales pourraient être diminuées et la concurrence ne serait plus faussée.

2.2 L'effet social de la redistribution

Le système de la redistribution vise plusieurs objectifs :

- La réduction des inégalités. La redistribution verticale permet de limiter le fossé entre riches et pauvres. Les inégalités ne s'accroissent pas et l'Etat évite une « société à deux vitesses ».
- Le renforcement de la solidarité. La redistribution horizontale garantit aux salariés un système de protection. Les assurances sociales unissent leurs membres et renforcent la solidarité.
- La garantie d'un revenu. Le Revenu Minimum Garanti (RMG) permet aux moins favorisés d'éviter l'exclusion de la société. En effet, des problèmes tels que la maladie ou l'éclatement de la cellule familiale peuvent suffire à pousser des individus dans la pauvreté. Le RMG devrait alors fonctionner comme filet de sécurité afin de pouvoir éviter les situations de précarité. (Ne pas confondre le RMG avec le salaire social minimum !)
- La promotion de l'égalité des chances. La réussite professionnelle et sociale dépend de nombreux facteurs individuels tels que la motivation et la détermination. Cependant, la redistribution devrait permettre à tous les citoyens de disposer des mêmes chances de réussite. Ainsi, la redistribution permettrait de réduire les différences de patrimoine, de classe sociale, etc.

2.3 L'effet économique de la redistribution

L'effet économique de la redistribution est ambigu :

Certains économistes sont d'avis que la redistribution stimule l'activité économique. Elle permettrait un niveau de consommation plus élevé aux moins favorisés. Ainsi, la demande globale et la production de biens et services augmenteraient. Si l'Etat ne taxait pas les plus favorisés, ceux-ci ne consommeraient pas plus.

D'autres économistes partagent l'idée que toute taxe est nocive au développement économique. Les taxes auraient un effet démotivant. Les économistes parlent encore de « perte sèche ». Le simple fait d'être taxé inciterait donc les citoyens à travailler moins. Ainsi, la production de biens et services baisserait.

Synthèse

La valeur ajoutée est partagée entre différents acteurs économiques. Les salariés, les associés, les banques et l'Etat profitent de la distribution de la richesse créée. L'entreprise garde une partie pour son autofinancement.

Les facteurs principaux d'inégalités dans le monde du travail sont le sexe et l'âge du salarié ainsi que la politique salariale de l'entreprise et le risque de chômage. D'autres facteurs d'inégalités sont le patrimoine et l'origine social des individus.

La redistribution vise à limiter ces inégalités. Nous distinguons les redistributions verticale et horizontale. Elles entraînent des effets sociaux et économiques, bien que ces derniers restent discutés.

Questions de synthèse

1. La répartition de la valeur ajoutée

Complétez le tableau suivant.

<u>Agent économique</u>	<u>Valeur ajoutée reçue</u>
	Salaires
Entreprise	
	Profits distribués
Banque	
	Taxes et impôts

2. Les inégalités sociales

Expliquez les quatre inégalités dans le monde du travail.

3. Les redistributions verticale et horizontale

Vrai ou faux ? Justifiez votre réponse en cas de désaccord avec l'affirmation.

<u>Affirmation</u>	<u>Vrai ou faux</u>	<u>Justification</u>
« La redistribution horizontale est synonyme de partage entre les différentes catégories sociales. »		
« La TVA est un impôt progressif. »		
« La redistribution horizontale veut promouvoir la solidarité à l'intérieur d'une même catégorie sociale. »		

4. L'effet social de la redistribution

Énumérez les quatre objectifs sociaux de la redistribution.

5. L'effet économique de la redistribution

« *L'effet économique de la redistribution est ambigu.* » Argumentez.